

<https://ricochets.cc/Chronique-du-systeme-policier-francais.html>



Chronique du système policier français : lycéens gazés, appel aux crimes de masse, délation, vidéo verbalisation, terreur, la militarisation...



Publication date: samedi 15 mai 2021

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Le système policier est partout, il veut qu'on l'aime malgré le fait que son rôle majeur est de réprimer tout ce qui dérange l'ordre établi, donc notamment les révoltes qui pourraient changer les choses positivement. D'où les budgets communication des fdo qui enflent et envahissent les réseaux « sociaux ».

Pour le profit des puissants aux manettes de l'Etat et/ou du capitalisme, **le régime policier veut aussi qu'on devienne toutes et tous des flics zélés, des agents de surveillance et d'auto-surveillance, afin de pouvoir dénoncer les catégories sociales définies comme indésirables, mais aussi n'importe qui. Car l'Etat et le Capital savent bien depuis longtemps que les flics et les appareillages technologiques ne peuvent pas être aussi efficaces pour tout contrôler que la population elle-même.**

Avec la pandémie de Covid-19, cette politique ancienne d'extension de la fonction policière à l'ensemble de la population a connu des avancées importantes, voir plus bas [Â« la société de vigilance Â»](#). Bientôt des rues et des routes remplies d'agents de sécurité sans uniforme ?!

La police gaze aussi des lycéen.ne.s

Blocages lycéens en France, les heures sombres.

Ce qui est effarant, c'est devoir mettre une alerte images sensibles, sur une vidéo qui montre des jeunes, bloquant leurs établissement.

Mais il faut que cela se sache.

Un appel est lancé par des collectifs et syndicats de lycéens, dimanche, 13h30, à Ménilmontant, pour manifester.

([VIDEO](#))

10 mai : La police vient de charger le blocus du lycée Les Eaux Claires à Grenoble à coup de boucliers et de gazeuse. Bilan : des dizaines d'élèves gazés donc 2 pris en charge par les secours. ([post de Cerveaux non disponibles + VIDEO](#))



Chronique du système policier français : lycéens gazés, appel aux crimes de masse, délation, vidéo-verbalisation, terreur, appels à la militarisation... Les crimes de masse et l'apartheid légalisés ?

Dramatique semaine pour la jeunesse de France :

ï des lycéens inquiets ont été bousculés et gazés #Bac2021

ï deux étudiants se sont suicidé à quelques jours des épreuves #BTSCONTROLECONTINU

; des étudiants dans des logements CROUS insalubres, conditions de vie indignes montrées dans un reportage de France 5 ."

I Et pas de réaction a ces événements de Jean-Michel Blanquer Frédérique Vidal. +

(post de Les Stylos Rouges - Page Nationale)

PARIS/BARBES : LA POLICE A UTILISÉ SES CANONS A EAU SUR UNE FOULE PACIFIQUE AVANT-MÊME QUE LA MANIFESTATION AIT COMMENCÉ

15 mai 2021 : **LA POLICE CHERCHE L'AFFRONTMENT ET LE PROVOQUE TANDIS QU'ON N'A JAMAIS VU AUTANT DE DÉFENSEURS DE LA POLITIQUE CRIMINELLE D'ISRAËL A LA TÉLÉ**

Le journaliste Remy Buisine a été agressé par les forces de l'ordre, alors qu'il filma la manifestation en soutien à la Palestine à Paris.

Un policier lui a asséné un gros coup de matraque sur son téléphone avant de le plaquer avec une énorme violence contre un mur.

<https://www.facebook.com/lepeupleunifr/videos/3894687403984272>

4 UN SYNDICAT DE POLICE RÉCLAME DES CRIMES DE MASSE

► Ses représentants sont invités régulièrement dans les médias

En France, différentes forces armées et payées par l'Etat ont fait sécession, et préparent ouvertement la guerre civile. Après les tribunes publiques de militaires appelant à un coup d'Etat, des policiers assument eux aussi, encore plus clairement, leur soif de sang. Le syndicat « France Police » diffuse une lettre ouverte au Président Macron, où sont réclamés le droit de tirer dans le tas, d'instaurer un Régime d'apartheid militarisé, et de calquer le maintien de l'ordre sur des dictatures. Bref : des agents assermentés et armés avec l'argent public réclament l'autorisation de commettre des crimes de masse.

Concrètement, ce syndicat écrit : « Dans le cadre de l'état d'urgence, il faut procéder au bouclage des 600 territoires perdus de la République, y compris avec le renfort de l'Armée, en contrôlant et en limitant les entrées et sorties de ces zones par des checkpoints sur le modèle israélien de séparation mis en place avec les territoires palestiniens. » Puis, « en recourant au 49-3, il faut adopter en urgence une réforme de la légitime défense pour les policiers et les gendarmes leur permettant d'ouvrir le feu dès lors qu'un fuyard n'obtempère pas ». Enfin, « notre syndicat recommande de vous inspirer du modèle brésilien et Philippin en matière de lutte contre le narco-terrorisme. Les présidents Bolsonaro et Duterte obtiennent d'excellents résultats en ayant donné carte blanche à la police pour reprendre le contrôle des zones de non droit. » Ces deux présidents d'extrême droite ont organisé des escadrons de la mort qui interviennent dans les quartiers pauvres du Brésil et des Philippines avec des armes lourdes et tuent par dizaines.

Qui est derrière ce syndicat ? Le numéro 1 s'appelle Michel Thooris, et il est « conseiller sécurité » de Marine Le Pen. Avec une telle tribune, les intentions du RN en terme de maintien de l'ordre sont on ne peut plus claires. Son adhérent le plus célèbre se nomme Bruno Attal, et il est régulièrement invité sur les plateaux télé, notamment dans l'émission Touche Pas à Mon Poste, où il bénéficie d'une tribune devant des millions de spectateurs pour vomir ses

idées fascistes.

Ce syndicat ne représente pas grand monde direz vous. Peut-être en terme d'adhérents, mais ces gens qui réclament la guerre civile et la dictature sont armés, entraînés, protégés par l'Etat. Et leurs appels à commettre des crimes de masse bénéficient d'une impunité totale. Par ailleurs, plus d'un policier sur deux en France vote pour l'extrême droite, le reste pour la droite extrême. Ces dernières années, les syndicats policiers « modérés » ont tous fini par adopter les positions factieuses des forces les plus à droite. C'est la fuite en avant.

En France, il ne s'agit plus d'une simple menace ou d'une hypothèse fasciste, mais d'une probabilité à court terme qui ne disparaîtra malheureusement pas en regardant ailleurs.

(Post et visuel de Nantes Révoltée)

(voir à quoi ressemble [au Brésil l'application des idées politiques extrémistes du syndicat « France Police »](#))

Divers

- [Jean Castex annonce dix millions d'euros pour renforcer la sécurité des commissariats de police](#)
- [Démantèlements de camps de migrants : trois préfets accusés de « complicité de violences volontaires »](#)
- [À Millau, 25 militants vidéo-verbalisés face à la justice](#) - En 2020, 25 militants ont été verbalisés pour participation à des rassemblements interdits sur la base d'images tournées par des caméras. Le 4 mai, ils ont comparu devant la justice pour dénoncer « une forme de surveillance politique ».
- [La tribune des généraux, l'armée et la Cinquième République](#) - Alors qu'une nouvelle « tribune des militaires », cette fois signée par des soldats d'active, a été publiée le 9 mai 2021 dans le magazine d'extrême droite Valeurs actuelles, Claude Serfati revient ici sur les enjeux de ces appels à la militarisation généralisée et les met en rapport avec l'histoire longue de la Cinquième République, elle-même née d'un coup d'État militaire et formant un régime centralisé et autoritaire.
- [« Les lanceurs d'alerte sur la condition animale agissent dans l'intérêt du public »](#) - Un collectif d'universitaires, parmi lesquels Emilie Dardenne, Romain Espinosa et Thomas Perroud, dénonce une disposition de la loi « sécurité globale » visant à punir de trois ans de prison et 45 000 euros d'amende les lanceurs d'alerte dans les élevages et les abattoirs.
- [Agressions de policiers : le gouvernement promet une réponse judiciaire « ferme et rapide »](#) - A l'issue d'une réunion à Matignon, lundi, les syndicats ont obtenu des mesures aggravant les peines encourues en cas d'attaques commises sur les forces de l'ordre. (...) Toutes vont dans le sens d'une sévérité accrue en cas d'attaques des forces de l'ordre : création de « délits spécifiques plus durement réprimés », stricte limitation des réductions des peines, aggravation des sanctions pénales en cas de refus d'obtempérer ou abrogation du rappel à la loi. La plus symbolique prévoit de porter la peine de sûreté à trente ans pour les personnes condamnées à la perpétuité en raison d'un crime commis contre un policier ou un gendarme. « Les mesures annoncées qui sont de nature législative, est-il précisé, seront soumises au Parlement soit dans le cadre d'amendements à des textes en cours d'examen, soit dans le cadre d'un projet de loi ad hoc qui pourrait être issu des travaux du Beauvau de la sécurité. » (...) A un an de l'élection présidentielle et alors que le thème de la sécurité vient, sans grande surprise, s'imposer comme un axe majeur de la campagne, de telles considérations ne sont sans doute pas étrangères à l'engagement pris par M. Darmanin, lundi soir : « venir saluer » les policiers lors de la « marche citoyenne » prévue par les principaux syndicats de policiers le mercredi 19 mai.
- [Arrestation du président de l'Association France Palestine Solidarité](#) - Il est presque 19h ce mercredi 12 mai quand le président de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS) Bertrand Heilbronn, 71 ans, est interpellé par la police à sa sortie du Quai d'Orsay. Menotté, il a été emmené au commissariat du 7e arrondissement de Paris. Motif de son arrestation ? Avoir appelé à manifester devant le métro Invalides. Un rassemblement en soutien au peuple palestinien.

La société de vigilance

- [Auto-surveillance, délation et haines sécuritaires](#) - Entretien avec Vanessa Codaccioni - « Dénoncer, signaler, ça alimente un flot de paroles citoyennes en faveur de la répression. »

Partout dans le monde, les populations sont incitées à se mobiliser pour assurer leur propre sécurité et celle de leur pays. Partout, les appels à la vigilance et à la responsabilité individuelle se multiplient, tandis que les États s'appuient de plus en plus sur les citoyennes et les citoyens pour surveiller, réprimer et punir. Au travail, sur internet, dans la rue, à l'école, au sein de la famille.

Prolongeant ses travaux sur la répression, Vanessa Codaccioni retrace l'avènement de ce phénomène. Elle montre comment de nombreux dispositifs tendent à utiliser les populations à des fins sécuritaires, à impulser des comportements policiers, espions ou guerriers en leur sein et à institutionnaliser la surveillance mutuelle et la délation. Ces injonctions sécuritaires visent à obtenir l'obéissance citoyenne et à légitimer la répression.

- Voir aussi :

- [L'Etat français appelle constamment à l'autosurveillance et à la délation ! Tous policiers ??](#)
- [Radars privés : où sont les premiers contrôles ?](#)

Lecture

[Vanessa Codaccioni : La société de vigilance](#) par [Lundi

Matin-Â»<https://www.youtube.com/channel/UC2wrXSZMid7OiCVwCfVpHiA>]

<https://youtu.be/EbZC3ufhELo>

NOTE : [les gendarmes développent d'ailleurs la Â« participation citoyenne, devenir acteur de sa sécurité Â»](#), où la délation de tout ce qui dépasse est masqué sous le devoir citoyen et la protection contre les cambriolages.

- [A Crest, la mairie maritonnienne a bien sûr signé cette convention](#), en 2019, tandis que récemment on apprend que la mairie de Aouste avec Denis Benoit est très intéressée à faire de même !

(L'auto-surveillance passe à présent aussi par les multiples capteurs connectés branchés sur nos corps via des applis, pour vérifier si on s'écarte de la « norme », si on est assez performant, pour réguler nos comportements, pour vérifier si on a fait nos exercices et suivi les « recommandations », etc. Un genre de coaching cybernétique via IA et capteurs pour que nos corps se comportent comme il faut, comme des machines bien réglées et productives, pour des gens incapables d'autonomie, de recul, de vie libre en toute responsabilisation)



ŊRÉGNER PAR LA TERREUR«

Désormais en France, même dans un rassemblement déclaré et totalement pacifique, la BRAV-M intervient pour terroriser...

([Post de Cerveaux non disponibles + VIDEO](#))

Gaz, Matraques et coups de poing... pour une partie de foot !

Paris 12, vendredi 07 mai 2021.

Source Marc Ball

([Post de Cerveaux non disponibles + VIDEO](#))

ä LE FOND DE L'AIR EST BRUN

► **Pendant que les médias des milliardaires créent des polémiques sur l'écriture inclusive :**

Ces derniers jours en France, l'histoire s'accélère. En à peine plus d'une semaine :

ı Des généraux d'extrême droite ont diffusé un appel au putsch pour instaurer un Régime militaire. Le tout dans un journal proche du gouvernement. Une deuxième tribune de colonnels, elle aussi de nature fasciste, est parue depuis. Une troisième devrait paraître.

ı Un vieillard raciste, galvanisé par le discours ambiant, a tenté de tuer une famille d'origine maghrébine à Dole, en fonçant sur le père de famille et son jardin avec son véhicule. Il ressortira libre quelques heures plus tard, et l'affaire absolument gravissime, passera dans une indifférence quasi-générale.

ı Des dizaines d'armes supplémentaires ont été découvertes au sein d'un réseau néo-nazi composé de militaires. En janvier déjà, un arsenal considérable avait déjà été saisi dans ce même réseau.

ı Un groupe fasciste armé s'apprêtait à passer à l'acte de façon imminente en commettant des attentats

ı Des bandes néo-nazies multiplient les exactions revendiquées dans le tout le pays, notamment contre des mosquées à Rennes et Nantes, et des locaux militants à Lyon. Sans jamais être inquiétées.

Le fond de l'air est brun comme une flaque de boue. Face à un gouvernement autoritaire et patronal, la seule alternative qui s'impose dans les esprits et les médias est une forme renouvelée de fascisme, sur les décombres des mouvements sociaux, réprimés dans le sang. Dans le climat crépusculaire, où sont les contre-pouvoirs ? Que fait la gauche, ou ce qu'il en reste ? Au mieux elle est en état de sidération, au pire elle continue à s'entre-déchirer, à « dénoncer » celles et ceux qui luttent trop fort ou différemment, et à suivre les règles d'un jeu perdant à tous les coups.

Les mois qui viennent seront ceux d'une fuite en avant vers la barbarie ou d'un soulèvement salutaire. L'histoire jugera.

(Post et visuel de Nantes Révoltée)

ENCORE DES LIVREUR TUÉS, PAS D'HOMMAGE NATIONAL :

Les réactions politiques à la mort d'une ou d'un travailleur sont proportionnelles à l'intérêt médiatique qu'ils peuvent en tirer : un policier est tué dans l'exercice de ses fonctions ? Deuil national, Unes sensationnelles, gravité du personnel politique choqué et scandalisé. Un livreur à vélo est tué sur la route, comme Rumel Ahmed, le 4 mai dernier ? Un autre, également livreur pour Uber Eats, a trouvé la mort à côté de Rouen, le 6 mai ? Silence radio.

Sur la mort d'un flic, les politiques bourgeois ont toujours quelque chose à dire et à annoncer : plus de moyens pour la police, un hommage à ce métier héroïque et si nécessaire (au maintien de l'ordre capitaliste), jouer les gros bras pour draguer l'électorat de droite que tout le monde s'arrache... On notera que la personne elle-même, tout le monde s'en fout généralement, ce qui compte, c'est la fonction.

Et la fonction de livreur, d'ouvrier du BTP, de couvreur, la société bourgeoise ne tient pas spécialement à l'exalter. Car qui a tué Rumel Ahmed et le livreur rouennais (dont on ne connaît pas le nom) ? Pas seulement le camion et la voiture qui les ont percuté, mais tout le système d'ubérisation du travail qui l'ont poussé, comme des milliers de livreurs, à rouler vite, prendre des risques, sans congés maladies, jours de repos et moyen de résister à leur employeur, Uber Eats, qui prétend ne pas l'être. Des politiques sont aussi responsables de leur mort : Nicolas Sarkozy, qui a créé le statut d'auto-entrepreneur, qui retire toutes les protections associées au statut de salarié, mais aussi François Hollande et Emmanuel Macron (comme ministre de l'économie puis président) qui ont permis, par un ensemble de lois sur le travail, à ce secteur de prospérer en toute impunité.

Bref, parler de la mort des ouvriers, des livreuses et livreurs, des salariés en général, c'est parler de la responsabilité du patronat et de la société capitaliste macronisée, tandis que parler de la mort d'un policier (beaucoup moins fréquente statistiquement) c'est parler des "barbares", des terroristes, des dealers etc... Sujets beaucoup plus confortables pour la société bourgeoise, dont la classe politique multiplie les bombages de torsos sur le sujet, sans solution réelle d'ailleurs.

Hommage à Rumel Ahmed et à son collègue anonyme, victimes du travail ubérisé, morts pour avoir voulu livrer un repas, victimes de l'absurdité et de la violence de la société bourgeoise.

(post de Frustration Magazine)



Chronique du système policier français : lycéens gazés, appel aux crimes de masse, délation, vidéo-verbalisation, terreur, appels à la militarisation...

Ré-édition d'un livre très important, à l'heure de la "sécurité globale".

Nous nous permettons de donner à lire une bonne partie du préambule.

« Les policiers français ont été fidèles à la consigne de l'occupant nazi, de juin 1940 à août 1944. C'est là un fait que nul ne peut sérieusement nier. (...)

Ce serait une erreur d'isoler les années noires de l'Occupation pour s'intéresser au comportement de nos forces de l'ordre. En effet, au cours des années 1930 - pour ne pas remonter plus loin dans le temps - puis durant la guerre d'Algérie, de 1954 à 1962, en mai 68 et tout au long des années Marcellin, enfin sous les ordres de Charles Pasqua, la police française s'est toujours montrée à la hauteur de la confiance que les hommes d'ordre mettent en elle.

Sur le terrain, la police n'est pas plus républicaine qu'elle n'est une institution représentative de la démocratie authentique. Elle a toujours formé un corps de fonctionnaires habitués à l'obéissance aveugle. Ces civils en uniforme ont, en chaque occasion, jugé utile d'aller au-delà des ordres reçus, d'améliorer le rendement, d'être performants. Les policiers sont pour la plupart des citoyens qui se situent au-dessus des lois qu'ils sont censés faire respecter.

Le gardien de la paix parisien n'avait pas plus d'état d'âme, le 9 février 1934, lorsqu'il fusillait à bout portant les manifestants, dans le 10e arrondissement, que lorsqu'il participait aux rafles contre les juifs immigrés dans Paris, de 1941 à 1944. (...)

Durant toutes ces périodes, la police était égale à elle-même. Avec un savoir-faire identique, quels que soient les groupes humains réprimés. Il est donc évident que le policier opérant pour le compte de la Gestapo, au temps de l'occupation, ne se sentait pas spécialement coupable de complicité de crime contre l'humanité. Livrer aux nazis des juifs immigrés, des communistes, des gaullistes ou des francs-maçons, ne lui paraissait pas particulièrement délictueux. Il contribuait simplement à "nettoyer" la France et se faisait sans doute une haute idée de la qualité de son intervention.

De son côté, la France profonde, celle du Chagrin et la Pitié, ne pouvait accepter, longtemps après la Libération, que l'on puisse suspecter nos braves "képis" de collaboration active avec l'ennemi. L'histoire leur a d'ailleurs donné raison puisqu'en septembre et octobre 1944, guère plus de 3 % de ces policiers seront momentanément écartés de la Grande Maison.

Est-il étonnant de constater que, lors de la vaste exposition "La Préfecture de police, des origines à nos jours", proposée aux parisiens tout au long des mois de septembre et octobre 1994, à l'occasion du cinquantième de la Libération de Paris, il n'était nullement fait allusion au rôle de la police durant les quatre années de l'Occupation. (...)

En ces années 1990, certains policiers se comportent avec les Maghrébins et Noirs, tout comme leurs anciens le faisaient avec les juifs, en 1942. Certes le danger n'est plus le même pour le paria, mais la pugnacité policière n'a pas varié. Et la population est toujours aussi indifférente... »

LA POLICE DE VICHY

Maurice Rajsfus

Préface d'Ari Alimi

376 pages - 21,90 euros

Éditions du Détour - Bordeaux - Mai 2021

editionsdudetour.com/index.php/a-paraitre/



Chronique du système policier français : lycéens gazés, appel aux crimes de masse, délation, vidéo-verbalisation, terreur, appels à la militarisation... Les flics votent extrême droite ou droite extrême, et l'institution policière veut qu'on les aime et qu'on leur fasse confiance !

CASTEX CONNECTION

(où : comment je me suis retrouvé dans les choux faute de voir le premier ministre dans les champs)

Depuis plus de deux ans, je réalise un travail photo documentaire sur la situation du triangle de Gonesse. Cette zone coincée entre Roissy et le Bourget est le lieu de tensions depuis plus de 10 ans entre les militants du Collectif Pour le Triangle de Gonesse (CPTG) - qui défendent un projet d'agriculture de proximité - et les partisans d'une activité commerciale pourvoyeurs d'emplois. Le projet Europacity abandonné en 2019 par le président Macron, la lutte se porte désormais autour du projet de construction d'une gare de métro sur ces mêmes champs, dans le cadre du Grand Paris.

Hier, Matignon annonçait que le premier Ministre Jean Castex allait s'y rendre afin d'annoncer la validation et la reprise du chantier de la gare - un temps suspendu par la justice -, ainsi qu'un futur projet permettant de confirmer la bétonisation de ces terres agricoles, les plus fertiles d'Europe selon les militants écolos.

En tant que journaliste indépendant, je m'accrédite auprès des services de presse de Matignon. Je suis informé que je ne serai pas de « Pool », c'est à dire pas apte à m'approcher très près du PM (Premier Ministre). Après discussion par téléphone avec le conseiller technique presse, ce dernier confirme que je pourrai me rendre sur le terrain et que je pourrai photographier le Premier Ministre, peut-être de loin mais, promet-il, il facilitera mon travail au mieux. Il me donne son téléphone portable pour le joindre le lendemain si besoin.

Ce matin, vendredi 7 mai, j'arrive 40 minutes en avance afin de pouvoir accéder au chantier, en plein champs. Un cordon de gendarmes bloque déjà la route au niveau d'un rond-point. Je me présente. Un policier me fait fermement comprendre qu'il a des ordres et qu'il ne laissera de toute façon personne s'approcher de la zone en plein air où doit se rendre Jean Castex, située pourtant à 1 kilomètre d'où je me trouve.

Accrédité ou pas. Il faut le badge rouge".

J'appelle le responsable presse, pas de réponse.

Au bout de 20 minutes, je quitte la zone afin de rejoindre un groupe d'une dizaine de militants du CPTG, assis en tailleur, une majorité de retraités au militantisme bon enfant, encerclés de très près par une vingtaine de gendarmes. J'ai à peine la possibilité de faire quelques photos que trois gendarmes passablement énervés viennent à ma

hauteur et m'intiment l'ordre d'arrêter et de rejoindre l'autre bout du rond-point où j'attendais précédemment. S'ensuit dix minutes de discussion : ils refusent que je reste, je refuse de partir, d'autant plus qu'un confrère caméraman de l'AFP est également présent. C'est tendu. Je reste correct. Un quatrième gendarme arrive me coupe la parole et me balance un « taisez-vous, maintenant vous écoutez, vous aller repartir là-bas sans discuter, c'est comme ça ». La situation devient absurde. Après plusieurs aller-retour des gendarmes qui semblent sur les nerfs, un dernier revient et m'annonce : « Ok maintenant vous restez là et ne bougez pas ! »

Je peux enfin reprendre mon travail.

En discutant avec l'officier des RT (Renseignements Territoriaux, anciennement RG) celui-ci comprend mon incompréhension. Je le connais, je l'ai déjà plusieurs fois croisé lors de l'installation d'une ZAD sur la zone du Triangle de Gonesse près du chantier. On discute de la disproportion des moyens de sécurité déployés, et surtout de la manière dont j'ai été traité. Celui-ci me parle à voix basse et me dit : « **vous savez, peut-être qu'il ne s'agit pas de raisons de sécurité, mais d'autre chose. L'information par exemple. L'information peut être un danger pour la sécurité. En France on le fait subtilement si on veut éviter que l'information circule. Peut être que l'on a pas envie que vous soyez là, tout simplement...** »

Ses propos me saisissent. La phrase n'est pas anodine, le ton et le sous-entendu sont explicites.

Soudain le convoi de Jean Castex arrive sur les lieux. Les quelques militants sont invisibles derrière le cordon de gendarmes, serrés les uns des autres comme je n'ai jamais vu. Je comprends : on les masques du cortège composé également de ministres, du préfet, de maires, de journalistes (les fameux « pool »). Quelques clameurs de voix, un drapeau qui s'agitent. Puis le silence. Les militants sont résignés. Moi aussi.

Quinze minutes plus tard la commissaire revient me voir et m'annonce que je suis dorénavant autorisé à entrer sur les lieux (le responsable presse de Matignon a réussi à trouver un moyen pour me faire rentrer) Je dois y aller à pieds, rejoindre le lieu de la conférence de presse (dont j'étais officiellement accrédité). 1 kilomètre à pied, en courant. A mi-chemin déboule dans l'autre sens le cortège de Jean Castex et la quinzaine de véhicules officiels qui repartent. La visite est terminée. Planté sur le bord de la route, je les regarde passer. Quelques photos des véhicules sur fond de champs relateront donc ma visite du Premier Ministre sur le chantier du Triangle de Gonesse.

Cela fait plus de 15 ans que je fais ce métier, j'ai couvert et suivi nombre de déplacements de Ministres, Premier Ministres et Présidents sur le terrain. Accrédité, on m'a toujours laissé passer. Je n'ai jamais eu de souci. Aujourd'hui un journaliste qui veut suivre le Premier Ministre doit être « poolé », c'est-à-dire sélectionné parmi les journalistes (une radio, un journaliste papier, un photographe, une télévision. C'est tout) dans le convoi avec les autres. Sans cela point d'alternative. Ni possibilité d'accéder autrement sur les lieux. Et donc de raconter un évènement qui concerne tout le monde.

Les journalistes français semblent accepter cette situation qui s'est dégradée mandat après mandat, et s'accélérer sous le mandat du président actuel.

Aujourd'hui l'Etat est privatisé. Au nom de la « sécurité », que l'on nous sort désormais à tout bout de champs, l'activité d'un membre du gouvernement n'est plus publique. Il ne concerne que les médias dûment validés. Avant c'était le service de presse qui autorisait notre venue, dorénavant ce sont les forces de l'ordre qui décrètent et gèrent la libre circulation d'un journaliste. Même pour une simple manifestation sur la voie publique.

Mais le problème est plus large, aujourd'hui pour les forces de l'ordre, ou n'importe quelle institution privée, publique, administrative, un journaliste est un élément destabilisateur au même titre qu'un militant, potentiellement dérangeant donc, voir parfois dangereux. A contrôler au même titre.

La carte de presse ne facilite plus les accès comme avant, elle en renforce la suspicion envers celui qui la possède.

Corentin Fohlen/ Divergence